EN QUELQUES MOTS, DE-CI, DE-LÀ

Y a-t-il encore un pilote dans l'avion ?

Par Leïla Aslaoui
leïla.aslaoui@yahoo.fr

Les lecteurs du *Soir d'Algérie*, auront raison de qualifier le titre de cette chronique, **non empreint d'originalité, ou de recherche personnelle,** s'agissant d'un emprunt au cinéma (titre d'un film très connu). Je ne saurai et ne pourrai les contredire, cependant, avec quels mots éminemment justes, faut-il décrire le silence **absolu et assourdissant**, de Abdelaziz Bouteflika et de son gouvernement, la semaine écoulée, face à un gigantesque mouvement de grève, initié par la coordination des syndicats autonomes et largement suivi **(80 à 86%)** dans les secteurs de la santé, la Fonction publique et l'éducation ? Et plutôt que de s'interroger sur les raisons qui **ont motivé l'annulation du voyage** de Abdelaziz Bouteflika à Constantine (programmé pour le 14 janvier), il serait certainement plus judicieux de se demander jusqu'où nous mènera-t-il avec **sa politique — ou son mode de gouvernance —** fondée sur le mépris, le silence : **«J'occulte, j'ignore et ne veux pas savoir»** face aux revendications sociales ? A coup sûr vers une **situation encore plus explosive qu'elle n'apparaît pour l'instant.**

Comparées **à cette urgence,** que sont donc des raisons sécuritaires ou de santé (*Liberté,* 14 janvier, *El Khabar El Ousbouî,* 19/25 janvier) ayant motivé la déprogrammation d'un voyage présidentiel ? Parti en campagne électorale bien avant l'heure, Abdelaziz Bouteflika **préfère les terrains déblayés,** or, Constantine est en ébullition avec le problème des expulsés du quartier Le Bardo.

Et peut-être est-ce là la vraie cause d'annulation.

Pour ceux qui l'auraient déjà oublié pour mieux défendre leur «ouhdha talitha» (3e mandat), il est utile de rappeler qu'en 1994, **c'est le président Liamine Zeroual qui a accepté de prendre les rênes d'une Algérie ensanglantée par le terrorisme islamiste,** tandis que Abdelaziz Bouteflika **déclinait l'offre faite à lui par les «décideurs» préférant** être le président 1999 d'une Algérie non pas **totalement sécurisée, mais en «période de rémission».**

En période de rémission puisque les attentats ont repris et de plus belle. **En vérité ils n'ont jamais cessé** et pour en être convaincu il suffit de reprendre la chronologie complète desdits attentats depuis 2000. Pourtant, dans cette Algérie endeuillée, meurtrie, il s'est passé **quelque chose de formidable peut-être même d'inattendu,** si l'on s'en tient à l'opinion de certains observateurs, voire des gouvernants qui soutenaient mordicus, que la société civile en Algérie **n'existe pas et n'a jamais existé.** Voici qu'une coordination de syndicats autonomes **a pu mobiliser, convaincre, et paralyser** plusieurs secteurs publics avec 80,85% de grévistes.

Des syndicats, faut-il le rappeler, qui se meuvent difficilement face à la répression dont ils sont l'objet. Des syndicats, faut-il le rappeler, qui sont devenus de **facto n'en déplaise aux gouvernants,** un vaste espace d'expression, les partis ne parvenant plus à drainer les foules.

Cette Algérie là n'est absolument pas intéressée par la course au pouvoir, le troisième mandat et la révision constitutionnelle.

Cette Algérie là, — **celle de la majorité** — a des revendications légitimes, parce qu'elle est confrontée quotidiennement à la **précarité sociale et économique.**

Parce qu'elle ne comprend pas — **et elle a raison** — que la rente pétrolière serve à financier le projet faramineux de la grande mosquée, **plutôt qu'à revaloriser les salaires des fonctionnaires** atteints dans leur dignité de femmes et d'hommes, de citoyens, en raison précisément de leurs conditions de vie économique et sociales de plus en plus fragilisées. Largement suivi (toute la presse indépendante du 16 janvier est **unanime** sur ce point), le mouvement de grève est incontestablement **un succès** pour la coordination des syndicats autonomes. Succès non pas seulement parce qu'il a exprimé le ras-le-bol des grévistes et par ricochet des familles dont ils ont la charge, mais aussi et surtout parce **qu'il a été un déclic** dont la signification devra être décodée par les gouvernants avant qu'il ne soit trop tard. (Trop tard pour eux). Après avoir cru qu'ils seraient entendus en s'abstenant de se rendre aux urnes, aux législatives comme aux municipales, **les citoyens ont opté désormais pour la grève.** Lorsqu'on n'a pas le droit de manifester, de se rassemblée, de «s'attrouper», au nom de l'Etat d'urgence, la grève demeure en effet le seul moyen de protestation, de revendication pour sa faire entendre. Cela prouve enfin, — quand bien même l'unique réponse des gouvernants est le silence, jusqu'à quand d'ailleurs ? — que lorsqu'elle le décide, lorsqu'elle le veut, **la société civile est à même de s'organiser et de se faire entendre.**

Et là, l'unique solution n'est pas la matraque du policier ou le recours à la justice mais bel et bien **le dialogue.** Il est vrai que ce concept a tellement été galvaudé qu'il a perdu tout son sens ; à savoir **entendre, écouter et prendre en charge les revendications.**

Jusqu'à quand le pouvoir politique tournera-t-il le dos aux grévistes ? Jusqu'à quand le mutisme absolu sera-t-il la seule réponse de Abdelaziz Bouteflika ?

Black-out lorsque des Algériens **meurent assassinés.** Silence lorsqu'ils **réclament leurs droits. Silence donc de regarder la réalité en face.** Une réalité où l'Algérie contestataire **n'a cure d'un troisième mandat, ni des raisons qui ont amené Abdelaziz Bouteflika à déprogrammer sa visite à Constantine.** Cette Algérie là, veut des réponses concrètes à ses revendications tout aussi concrètes parce qu'elle n'en peut plus **de se battre contre un quotidien de plus en plus précaire.** Cette Algérie là, n'a jamais rien subtilisé à l'Etat, elle lui a, au contraire, tout donné : sa jeunesse, ses compétences et souvent sa santé. Demander en retour non pas des privilèges, mais tout bonnement ses droits au nom de **la dignité, de la citoyenneté n'est-il pas légal et légitime ?** En abandonnant l'avion qu'il est censé diriger avec son équipe, Abdelaziz Bouteflika peut-il encore imaginer gagner un troisième mandat dans une Algérie qui se porte mal, très mal même sous son règne ? **L'explosion sociale** est à nos portes et le mouvement de grève largement suivi n'est pas une humeur passagère sans lendemain. Car face à l'Algérie omnibulée par un troisième mandat, il y a celle **qui a tout perdu — jusqu'à sa dignité — et qui veut gagner parce qu'elle n'a plus rien à perdre.** Elle veut gagner en arrachant ses droits sociaux et économiques. Celle-là n'est pas un **doux agneau qui craint les loups.**

Elle peut être redoutable. Si les syndicats autonomes ont pu mobiliser, **ils seront capables de remobiliser et de paralyser le pays.** A quoi donc sert le silence de l'exécutif ? A aggraver une situation aux conséquences totalement imprévisibles. Lorsque souffle **le vent de la liberté,** celle-ci n'est plus **tolérée ou autorisée,** elle est **déclarée, s'impose** aux gouvernants quelle que soit leur capacité à réprimer les mouvements citoyens. Aux revendications sociales viendront s'adjoindre **celles du devoir de mémoire et du devoir de justice.** Une grave question à laquelle Abdelaziz Bouteflika tourne le dos en croyant l'avoir réglée par un **simple décret présidentiel d'amnistie au profit des terroristes islamistes.**

Comment imaginer alors un troisième mandat lorsqu'on apprend que dans le village de Bentalha une terroriste répondant au prénom de Nacéra qui avait eu pour «mission» ignoble et **innommable** le jour du massacre (1997) de **détrousser** les victimes femmes de leurs bijoux, a été libérée et amnistiée grâce au-dit décret présidentiel ? (*El Watan,* 16 janvier 2008). Quant à un autre amnistié, le nommé Seddouki, lui a rejoint le GSPC. «Ce terroriste avait semé la terreur entre 1999 et 2002 avec les voitures piégées et les bombes dans les endroits fréquentés par le public avant qu'il ne soit arrêté...» (*El Watan*).

Ceux-là donc, — et d'autres — ont bénéficié des dispositions de la charte, alors **même qu'aux termes de ce texte, ils devaient en être exclus.** Balivernes ! J'imagine la torture quotidienne des familles des victimes de Bentalha (ou autres villages) lorsqu'elles doivent croiser ces monstres. Et c'est dans cette Algérie de colère et de haine que Abdelaziz Bouteflika et ses partisans pensent au troisième mandat ? Comment dès lors d'étonner que dans cette Algérie **abandonnée à son propre sort,** M. Ban ki-moon, secrétaire général de l'ONU ait entendu installer une commission d'enquête sur le sol algérien pour faire la lumière sur les attentats du 11 décembre (siège de l'ONU) ?

Oui comment s'en étonner lorsqu'on voit un **Etat incapable de réagir énergiquement à ce qu'il convient de qualifier «un énième lobby du «qui-tue-qui ?»**

Hormis la réaction fort tiède de Abdelaziz Belkhadem, a-t-on entendu la voix de Abdelaziz Bouteflika, ou celle de son ministre des Affaires étrangères ? En 1998 un panel onusien conduit par un fervent partisan du «qui-tue-qui ?», Mario Soarez, en l'occurrence, avait fini par comprendre **que les GIA et les assassins fiers d'eux aujourd'hui,** n'étaient pas un **mythe ou une invention de notre imagination.** C'étaient les années du terrorisme le plus abject mais **il y avait un Etat, un Etat avec à la tête un président — M. Liamine Zeroual —** qu'insupportait toute forme d'ingérance étrangère. Comment peut-on seulement tolérer aujourd'hui que la commission de Ban ki-moon, se soit installée à Alger dans un hôtel algérois pour enquêter sur l'Algérie des kamikazes ? Où est l'Etat ? Où est-il donc ?

La semaine écoulée, l'Algérie des syndicats autonomes qui défend le droit à la dignité — **la sienne** — a marqué de son sceau la scène politique et sociale.

Sera-t-elle entendue ? Y a-t-il seulement un pilote à bord de l'avion Algérie ?

L. A.

L'URGENCE DU CHANGEMENT

Face au coup d'État constitutionnel

À travers l'annulation du voyage du chef de l'Etat à Constantine, quelles que soient les raisons officielles invoquées, le constat est là, clair et implacable. Le peuple n'en peut plus de cette gouvernance archaïque. Encore une fois, comme dans les régions les plus reculées du pays, les citoyens ont crié dans la ville du Vieux Rocher leur ras-le-bol à l'encontre d'un pouvoir qui les ignore et les méprise. Dans le même temps, un chapelet de grèves nationales s'égrène : enseignants, médecins, vétérinaires, psychologues, fonctionnaires, contestent un statut de la Fonction publique indécent, des augmentations de salaires insignifiantes sans rapport avec une cherté de la vie inacceptable et un pouvoir d'achat laminé.

Les universités bouillonnent, les lycéens sont dans la rue. De jeunes chômeurs manifestent leur colère devant des usines. Les harragas continuent à hurler leur désespoir en bravant les dangers de la mer et l'inhumanité des tribunaux, à défaut d'aide et de soutien pour une vie décente. De suicides en suicides, d'enlèvements en enlèvements, d'attentats en attentats, l'Algérie s'enfonce dans le gouffre des incertitudes. Les Algériens n'ont plus d'autre recours que la grève ou les révoltes récurrentes dans la rue, devant le mépris et l'indifférence du pouvoir. L'Algérie du couffin et de la malvie, l'Algérie de l'insécurité et de la désespérance croule sous le poids de la misère, de l'humiliation, de l'angoisse et de la peur. Mais où est donc cette Algérie paradisiaque promise en 1999 ?

Comme à l'accoutumée, usant de démagogie, le pouvoir fera sauter des fusibles et payer des lampistes, pour donner l'illusion qu'il est à l'écoute des préoccupations citoyennes. Depuis des mois et des mois, même après l'échec des législatives, il continue d'entretenir l'imminence d'un remaniement ministériel, faisant miroiter ces «mesurettes» comme des éléments déterminants pour un changement qualitatif chimérique dans la vie du citoyen. Autiste, le pouvoir poursuit sa fuite en avant, vantant les mérites de la réconciliation nationale et d'une paix retrouvée (!) au mépris des victimes du terrorisme islamiste qui continue de sévir, un pouvoir encensant une relance économique illusoire, tournant le dos aux réalités de la grave crise sociale que vit l'Algérie.

Se complaisant dans une Algérie surréaliste où «tout va bien», il fait battre les tambours pour un troisième mandat. En effet, à travers une mascarade qui se répète, de véritables moubayaâtes sont organisées, poussant ainsi à un véritable coup d'état constitutionnel ; par ce coup de force qui ne dit pas son nom, le pouvoir (qui a toujours piétiné Constitution et institutions) met ainsi sous le boisseau le principe fondamental de l'alternance et, par là même, toute possibilité d'alternative démocratique. Une bonne partie de la presse indépendante a relaté et dénoncé les dangers d'une telle démarche. Dans un passé récent, certains journalistes ont connu les affres des geôles du pouvoir et des poursuites judiciaires répétées.

Le peuple en a assez des discours populistes et démagogues, des promesses jamais tenues, des discours islamistes, en un mot, des discours tout court. Il veut du concret et exige un changement radical du système qui a atteint ses limites. Il ne veut ni d'un troisième mandat, ni d'un autre président, coopté par ceux visant seulement, à faire perdurer un pouvoir préoccupé par la préservation de ses privilèges ; un pouvoir qui, pour beaucoup d'analystes, cultiva souvent la stratégie des coups de force, comme ce fut le cas contre le GPRA.

En fait, le peuple aspire à l'exercice des libertés et à la pratique démocratique, soubassement essentiel du développement au bénéfice de toutes les couches sociales. Beaucoup de citoyens affirment que ceux qui ont pris la responsabilité d'installer ce pouvoir, notamment en 1999 et en 2004, se trouvent devant une responsabilité historique. Ils se posent aussi la question de savoir si ces responsables auront la capacité de vaincre les vieux démons pour maintenir, coûte que coûte, un système dont l'échec est largement consommé, avec une gouvernance coupée du peuple ? Pourront-ils tourner le dos à des méthodes révolues instaurées depuis l'indépendance, qui nous ont valu ces dernières années le fol espoir démocratique et la désillusion en 1991, la parodie de 1999 et la duperie de 2004 ?

Pourront-ils s'engager dans la mise en œuvre d'une alternative démocratique, quitte à la préparer par une réelle transition démocratique pour éviter tout risque d'«aventureuse dérive» ? Le pays est au bord d'une explosion sociale sans égale ! Tous les ingrédients sont réunis. Les travailleurs de la Fonction publique, unis au sein de leurs syndicats autonomes viennent, avec calme et détermination, de donner à l'ensemble de la classe politique une leçon annonciatrice de changements véritables et probablement irréversibles. Et, avant toute chose, une leçon d'unité, de réalisme et de volonté politique pour transformer un rapport des forces qui a empêché la société de s'exprimer, en lui imposant un ordre et une gouvernance antidémocratiques. Car, depuis bien longtemps, le peuple nous interpelle ! Que de citoyens rencontrés au détour d'un marché, au-devant d'étals aux prix inaccessibles pour beaucoup, que de citoyens croisés dans la rue ou à l'occasion de commémorations, ont exprimé leur ras-le-bol, tout en déplorant leur impuissance et en souhaitant des espaces de rassemblement des forces de changement. Les syndicats autonomes viennent d'en créer un, aux dimensions de tout le pays, pour défendre non seulement leur dignité, mais celle de tous les Algériens laissés sur le bord de la route, qui souffrent en silence, les affres de leur misère, alors que les caisses de l'Etat croulent sous les dollars. Dans cette perspective, c'est tout un peuple qui attend de tous les patriotes, républicains et démocrates, de continuer à soutenir ce mouvement salutaire, d'anticiper sur le cours des évènements plutôt que de les subir comme une fatalité. D'autres espaces peuvent voir le jour.

D'ores et déjà, nous devons, au nom du peuple, demander des comptes, un bilan sans complaisance et refuser d'être placés devant le fait accompli du coup d'état constitutionnel, visant à instaurer une présidence dictatoriale à vie. Car cela aussi est une réalité incontournable. Elle ne devrait nullement être minimisée et appeler de notre part une vigilance accrue. Car, après octobre 88, qui aurait dit que seul le pouvoir allait tirer le profit de la révolte des jeunes. A nous de proposer une Constitution assurant la séparation des pouvoirs, l'alternance au pouvoir, affirmant l'égalité entre la femme et l'homme, promouvant et protégeant les libertés démocratiques, l'indépendance de la justice, et la justice sociale… Une loi fondamentale qui consacre la séparation du politique et du religieux, pour écarter tout danger théocratique et assurer la pérennité républicaine. Une nouvelle Constitution, pour un nouveau projet à la hauteur des ambitions de l'Algérie et des défis qui l'attendent en cet impitoyable XXIe siècle.

Aujourd'hui, le danger qui guette l'Algérie est tel que nous avons le devoir de dépasser toutes les divergences secondaires, pour créer les conditions d'une large convergence des forces patriotiques. Les syndicats autonomes viennent de démontrer que les voies du changement sont celles de l'unité forgée dans l'action solidaire. La sauvegarde de la République menacée est à ce prix. Oui, réveillons nous, avant qu'il ne soit trop tard.

Alger le 16 janvier 2008
Pour le Bureau national du CCDR
Abdelhak Bererhi
Secrétaire général